



Coalition pour l'alimentation Scolaire

Nutrition, santé et éducation pour chaque enfant

Document d'Engagement pour la République Centrafricaine (RCA)

Nous, le gouvernement de la République Centrafricaine, nous nous joignons aux autres gouvernements et dirigeants des Nations Unies, de la société civile, du monde académique, de la philanthropie et du secteur privé, pour exprimer notre ferme détermination à intensifier et à investir dans les programmes d'alimentation scolaire intégrée en lien avec les achats locaux.

L'histoire de l'alimentation scolaire en République Centrafricaine remonte à l'époque coloniale où, dans certains établissements d'instruction, notamment les internats et orphelinats tenus par des congrégations religieuses, des repas scolaires étaient servis à tous les enfants hébergés dans ces institutions. Après l'indépendance en 1960, l'alimentation scolaire a continué dans les internats jusqu'en 1980. Après les années 80, le PAM a continué les programmes de repas scolaires dans les jardins d'enfants et les écoles primaires publiques et ce à travers tout le pays jusqu'en 2024. La République Centrafricaine à travers la mise en œuvre de ces différents programmes de cantines scolaires, mesure à sa juste valeur le rôle primordial qu'ils jouent dans l'amélioration du taux de scolarisation et du taux de rétention des enfants.

Les différentes crises militaro-politiques qu'a connues le pays entre 2003 et 2015 ont conduit le Programme Alimentaire Mondial à mettre en œuvre les cantines scolaires d'urgences dans des zones du pays qui sont restées accessibles. La mise en œuvre de ce programme a permis une augmentation de la fréquentation scolaire des enfants qui est passée de 110.000 élèves en 2008 à 133.814 élèves en 2010 dans les 8 préfectures du programme de cantines scolaires d'urgence appelé : Projet d'Intervention Prolongée de Secours et de Redressement (IPSR), et de 100.000 élèves en 2006 à 148.256 élèves en 2010 dans la zone du projet de développement pour les cantines classiques. Toujours avec l'appui du PAM, le gouvernement centrafricain, a commencé à petite échelle un programme d'alimentation scolaire basé sur les produits locaux par l'utilisation du programme des Achats Pour le Progrès (P4P) dans deux (02) préfectures. Il s'agissait des achats de céréales et de légumineuses pour compléter l'huile et le sel fournis par le PAM. A titre illustratif, 229.749 écoliers ont reçu un repas chaud issus des achats P4P dans 487 écoles touchées.

Sur la base de tout ce qui précède, et considérant l'adhésion de la République Centrafricaine à la coalition mondiale pour l'alimentation scolaire, le Gouvernement Centrafricain, toujours avec l'appui du PAM a démarré la mise en œuvre de la nouvelle approche de l'alimentation scolaire intégrée (Education, Santé, Nutrition et Agriculture) en lien avec les achats locaux auprès des petits producteurs. Un projet découlant de cette vision a été élaboré et a connu sa phase de lancement lors de la célébration nationale de la Journée Africaine de l'Alimentation Scolaire (JAAS) en mars 2024.

La République Centrafricaine, pour donner suite au soutien de haut niveau du Président de la République **SE Pr. Faustin Archange TOUADERA** au programme d'alimentation scolaire intégré en lien avec les achats locaux, en tant que membre de la Coalition pour l'Alimentation Scolaire, annonce les engagements suivants :

Sur le plan politique

- Opérationnaliser d'ici novembre 2024, la Stratégie Nationale d'Achats Locaux de vivres auprès des petits exploitants en lien avec les écoles à cantine.
- Inscription du programme d'alimentation scolaire dans le nouveau document du Plan National de Développement (PND) 2024-2028 en cours d'élaboration.

Sur le plan financier

- Inscrire dans le Budget de l'Etat, une ligne budgétaire annuelle conséquente pour soutenir les programmes d'Alimentation Scolaire (collectif budgétaire juillet 2024).
- Organiser d'ici novembre 2024, une table ronde regroupant les bailleurs et le secteur privé pour la mobilisation de ressources au profit du programme de l'Alimentation Scolaire intégrée.

Sur le plan institutionnel

- Conduire d'ici septembre 2024, le processus du SABER (*Approche Systémique pour de Meilleurs Résultats en Education*) pour faire un diagnostic complet du système éducatif y compris l'alimentation scolaire.
- Transformer d'ici septembre 2024 la Cellule de gestion des cantines scolaires du ministère de l'Éducation nationale en une Direction Nationale de l'alimentation scolaire avec ses démembrements dans les régions et la doter de ressources humaines compétentes.
- Organiser d'ici janvier 2025, un Forum National sur l'Alimentation Scolaire Issue des Produits Locaux entre le Gouvernement et ses Partenaires.
- Mettre en place d'ici décembre 2024, un Comité de Pilotage multisectoriel et multi-acteurs pour la mise en œuvre de l'Alimentation scolaire intégrée en lien avec les produits locaux afin de garantir que chaque enfant à l'école reçoive un repas sain et équilibré chaque jour d'ici 2030.
- Adopter une approche multisectorielle pour la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire à base de produits locaux.

Sur le plan de la mise en œuvre

- Renforcer les capacités des acteurs intervenants dans l'alimentation et la nutrition scolaires (CGCSI, APE, Points focaux, élus locaux, les points focaux alimentation scolaire des inspections académiques, cuisinières, etc.) sur les aspects de la gestion, du fonctionnement et de l'intermédiation communautaire.
- Le passage de 10% de couverture des écoles primaires à cantine à 30% à l'horizon 2027, soit de 292 à 575 écoles avec pour nombre de bénéficiaires passant de 174 000 en 2023 à 400 000 écoliers en 2027.
- Le développement du modèle du Home Grown School Feeding dans 45 écoles pilotes appelées à être des écoles d'excellence d'ici 2025 et le passage progressif de la nouvelle approche dans les autres écoles assistées.
- Organiser d'ici novembre 2024 des Missions d'Echanges et de Coopération Sud-Sud dans les Pays avancés en matière de Politiques et Programmes d'Alimentation Scolaire (Benin par exemple).

Fait à Bangui le 2^{ème} Juin 2024

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Félix MOLOUA